

Imprimerie - cadre

Actifs salariés du secteur privé

Tableau d'exemples de prise en charge au 01/01/2025 des garanties incapacité / invalidité / décès en vigueur
(Tous les montants exprimés sont bruts de prélèvements sociaux, sauf indication contraire dans les tableaux.)

Profil type retenu

- Salarié à plein temps
- 36 ans, marié, 1 enfant (10 ans)
- Ancienneté professionnelle : 2 ans
- Salaire brut de référence perçu au cours des 12 derniers mois : 58 000 €, soit 4 833 € / mois
- Salaire journalier brut de référence : 158,90 € (14 500 / 91,25)
- Salaire annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité : 58 000 € soit 4 833€ / mois
- Accord de prévoyance conclu par la branche professionnelle

Ce document présente des exemples de prise en charge par l'assurance maladie, et par votre contrat de prévoyance selon le niveau de couverture garanti. Ils ne correspondent pas forcément à votre situation, mais ils vous permettent de comprendre et comparer les tableaux de garantie. Ils ne peuvent se substituer aux documents contractuels qui seuls engagent votre employeur et/ou votre organisme assureur. Pour plus de renseignements consultez la notice d'information de votre contrat.

À noter que les garanties souscrites par l'employeur doivent être au moins équivalentes à celles prévues par la convention collective si un accord de prévoyance a été conclu par votre branche professionnelle.

Régime obligatoire Sécurité sociale ¹	Régime de prévoyance complémentaire						Total	
Décès								
Capital décès Sécurité sociale ²	Obligation convention collective (le cas échéant)			Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur ³			Capital décès Sécurité sociale + capital décès régime de prévoyance	
Montant du capital décès forfaitaire revalorisé chaque année	La convention collective peut prévoir une couverture minimal en matière de décès			<ul style="list-style-type: none">Montant du capital décès choisi contractuellement par l'employeurMontant du capital décès fonction de la situation familiale de l'intéressé au jour du décèsPrestations servies au bénéficiaire du contrat désigné ou défini par clause				
	Exemple convention collective avec socle minimal de garanties : <ul style="list-style-type: none">Capital décès égal à 325 % du salaire de référence limité à la TA équivalent à 39 mois de salaire							
3 977 €	Capital décès minimal :			Montant du capital décès			Total exemple 1	Total exemple 2
	Capital décès TA égal à 325 % du salaire de référence : 153 075 €			<div>Exemple 1 : capital décès égal à 475% de la tranche A et 150% de la tranche B du salaire de référence, majoré de 50% par enfant à charge</div> <div>Exemple 2 : capital décès égal à 525% de la tranche A et 200% de la tranche B du salaire de référence, majoré de 50% par enfant à charge</div>			3 977 € + 269 075 € = 273 052 €	3 977€ + 298 075 € = 302 052 €
	Capital décès TA égal	475 % du salaire de référence	223 725 €	Capital décès TA égal	525 % du salaire de référence	247 275 €		
	Capital décès TB égal	150 % du salaire de référence	16 350 €	Capital décès TB égal	200 % du salaire de référence	21 800 €		
	Majoration enfant	50 % du salaire de référence	29 000 €	Majoration enfant	50 % du salaire de référence	29 000 €		

Régime obligatoire Sécurité sociale ¹	Régime de prévoyance complémentaire				Total			
Rente éducation								
Sécurité sociale	Obligation convention collective (le cas échéant)			Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur ³		Rente éducation régime de prévoyance		
La Sécurité sociale ne prévoit pas de rente éducation en cas de décès du salarié	La convention collective peut prévoir une couverture minimale en matière de rente éducation en cas de décès d'un parent assuré			<ul style="list-style-type: none">Montant de la rente éducation et périodicité de son versement définis contractuellement par l'employeurConditions d'âges des enfants (possibilité de prévoir des paliers)				
	Exemple convention collective avec socle minimal de garanties : <ul style="list-style-type: none">Jusqu'à leur 12° anniversaire, rente annuelle de 4 % du salaire de référenceDu 12° au 18° anniversaire, rente annuelle de 6 % du salaire de référenceAu-delà et jusqu'au 26° anniversaire, rente annuelle de 8 % du salaire de référence, si poursuite d'études							
0 €	Rente annuelle minimale :			Montant de la rente éducation		Total par enfant - exemple		
	4 % du salaire de référence	1 884 €	par an jusqu'à 12 ans	<ul style="list-style-type: none">Jusqu'à leur 12° anniversaire, rente annuelle de 4 % du salaire de référence, limité à la TBDu 12° au 18° anniversaire, rente annuelle de 6 % du salaire de référence, limité à la TBAu-delà et jusqu'au 26° anniversaire, rente annuelle de 8 % du salaire de référence (si poursuite d'études), limité à la TB	Rente annuelle par enfant :		2 320 €	par enfant jusqu'à 12 ans
	6 % du salaire de référence	2 826 €	par an jusqu'à 18 ans				3 480 €	par enfant jusqu'à 18 ans
	8 % du salaire de référence	3 768 €	par an jusqu'à 26 ans si poursuite d'études			4 640 €	par enfant jusqu'à 26 ans si poursuite d'études	
	Rente annuelle :	4 % du salaire de référence	2 320 €	par enfant jusqu'à 12 ans				
		6 % du salaire de référence	3 480 €	par enfant jusqu'à 18 ans				
		8 % du salaire de référence	4 640 €	par enfant jusqu'à 26 ans si poursuite d'études				

Frais d'obsèques					
Sécurité sociale	Obligation convention collective (le cas échéant)	Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur ³		Frais d'obsèques régime de prévoyance	
La Sécurité sociale ne prévoit pas de remboursement de frais d'obsèques en cas de décès du salarié	La convention peut prévoir un montant forfaitaire destiné au financement des obsèques du salarié ou de ses ayants droits	Montant défini contractuellement par l'employeur			
0 €	Pas de garantie frais d'obsèques	Montant frais d'obsèques		Total exemple	
		Exemple : allocation frais d'obsèques égale à 100% du PMSS ⁴		Allocation frais d'obsèques 3 925 €	
		100 % du PMSS	3 925 €		

Régime obligatoire Sécurité sociale ¹	Régime de prévoyance complémentaire		Total
Invalidité			
Exemple maladie ou accident dans le cadre de la vie privée avec indemnisation sans reprise d'activité ⁵			
Pension invalidité Sécurité sociale ¹	Obligation convention collective (le cas échéant)	Garantie du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur ³	Pension d'invalidité Sécurité sociale + rente invalidité organisme assureur
<ul style="list-style-type: none">Calcul de la pension de la Sécurité sociale en % sur la base du salaire annuel moyen brut des 10 meilleures années d'activité dans la limite du PASS ⁶Pourcentage du salaire calculé en fonction de la catégorie d'invalidité déterminée par le médecin conseil de la Sécurité sociale après examen de l'assuré ⁷	<ul style="list-style-type: none">La convention collective peut prévoir une couverture minimale en matière d'invalidité. <p>Exemple convention collective : socle minimal des garanties</p> <p>Invalidité permanente suite à maladie ou accident de la vie privée :</p> <ul style="list-style-type: none">Invalidité 2° catégorie : 35 % du salaire de référenceInvalidité 3° catégorie : 35 % du salaire de référence <p>Salaire de référence convention collective : salaire perçu par le salarié au cours des 12 mois civils précédant l'invalidité</p>	<ul style="list-style-type: none">Montant de la rente d'invalidité ⁸ déterminée contractuellement en fonction du taux d'invalidité déterminé par le médecin expert ⁹ et du choix de l'employeurGarantie en complément ou sous déduction de la Sécurité sociale <div><div></div><div>Hypothèse taux invalidité déterminé par l'expert de l'assureur : 70 %</div></div>	<p>Le total des revenus de remplacement ne peut être supérieur aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de travail.</p> <p>Total par mois</p> <p>(hypothèse salaire de référence avant invalidité de 4 833€)</p>
<p>En cas d'invalidité catégorie 2 Sécurité sociale :</p> <div><div>50 % x 4 7100 € = 23 550 € par an</div><div>23 550 € / 12 = 1 962,50 € par mois</div></div>	<p>Pension d'invalidité catégorie 2 convention collective :</p> <div><div>35 % x 47 100€ = 1 6485 € par an</div><div>16 485 € / 12 = 1 373,75 € par mois</div></div>	<p>Montant de la rente</p> <div><div><p>Exemple : rente d'invalidité égale à 85% du salaire de référence limité à la TB en cas d'invalidité de 2° catégorie sous déduction de la Sécurité sociale</p><div><div>Rente d'invalidité :</div><div>85% x salaire de référence / 12 = 2 145,86 € par mois</div></div></div></div>	<p>Total exemple</p> <div><div>1 962,50 € + 2 145,83 € = 4 108,33 € par mois</div></div>

Régime obligatoire Sécurité sociale ¹		Régime de prévoyance complémentaire			Total											
Incapacité																
Exemple maladie ou accident dans le cadre de la vie privée avec durée d'arrêt de travail de 120 jours ⁵																
Indemnités journalières de la Sécurité sociale (IJSS) ¹		Obligations légales de l'employeur 1 ^{er} niveau	Obligations convention collective (le cas échéant) 2 ^e niveau	Garanties du contrat collectif de prévoyance souscrit par l'employeur 3 ^e niveau ³		Indemnité journalière Sécuité sociale + complément légal employeur + indemnité journalière complémentaire assureur										
<p>Montant des indemnités journalières de la Sécurité sociale égal à 50 % du salaire journalier de base¹⁰</p> <p>Salaire pris en compte plafonné à 1,8 fois le montant du smic en vigueur, lors du dernier jour du mois qui précède l'arrêt de travail</p> <p>Versement des indemnités journalières de la Sécurité sociale à partir de 4eme jour (délai de carrence de 3 jours) ¹¹</p>		<p>Obligation légale de maintien de salaire par l'employeur ¹²</p> <p>Indemnités versées sous certaines conditions ¹³</p> <p>Délai de carence de 7 jours</p> <p>Mesure légale selon l'ancienneté :</p> <p>90 % du salaire pendant 30 jours, puis 66,66 % pendant 30 jours</p>	<p>Si la convention collective prévoit des mesures plus favorables que les dispositions légales (1^{er} niveau), les dispositions de la convention s'appliquent</p> <p>Exemple de la convention collective :</p> <p>En cas d'arrêt de travail d'un salarié cadre ayant plus d'un an de présence dans l'entreprise, son salaire doit être maintenu en totalité dans la limite d'une enveloppe de 5 mois de salaire brut maximum.</p>	<ul style="list-style-type: none">Montant de l'indemnité journalière complémentaire (IJC) versée par l'assureur, déterminée dans le contrat de prévoyance souscrit par l'employeurMontant pouvant s'exprimer en complément de la Sécurité sociale ou sous déduction de la Sécurité socialePossibilité, le cas échéant, de choisir différentes options au regard de son contrat		Le total des revenus de remplacement ne peut être supérieur aux revenus professionnels perçus antérieurement à l'arrêt de travail										
				Franchise au choix de l'employeur : 30 jours	Taux de garantie au choix de l'employeur		Total par jour d'arrêt de travail									
				Exemple 1 : 85 % du salaire brut TA TB en complémentde la Sécurité sociale	Exemple 2 : 100 % du salaire brut TA TB en complémentde la Sécurité sociale	Total exemple 1		Total exemple 2								
Salaire cumulé moyen des 3 derniers mois :		De J1 à 150 : 17 740,10 €		Franchise : 30 jours	85 % : 93,60 €	100 % : 117,44 €	Total IJ - pendant 120 jours - exemple 1 : 85% du salaire brut TA TB en complément de la Sécurité sociale pour une franchise de 30 jours				Total IJ - pendant 120 jours - exemple 2 : 100% du salaire brut TA TB en complément de la Sécurité sociale pour une franchise de 30 jours					
Salaire journalier de base :		((58 000 / 12) x 3) / 91,25 = 158,90 €						CPAM	Employeur	Assureur	Total		CPAM	Employeur	Assureur	Total
IJSS à compter du 4 ^e jour :		41,47 €					Somme journa- lière sur la période de J1 à J3 :	0 €	+ 158,90 €	+ 0 €	= 158,90 €	Somme journa- lière sur la période de J1 à J3 :	0 €	+ 158,90 €	+ 0 €	= 158,90 €
							Somme journa- lière sur la période de J4 à J30 :	41,47 €	+ 117,44 €	+ 0 €	= 158,90 €	Somme journa- lière sur la période de J4 à J30 :	41,47 €	+ 117,44 €	+ 0 €	= 158,90 €
							Somme journa- lière sur la période de J31 à J120 :	41,47 €	+ 23,84 €	+ 93,60 €	= 158,90 €	Somme journa- lière sur la période de J31 à J120 :	41,47 €	+ 0 €	+ 117,44 €	= 158,90 €
							Total sur la période :	4 810,07 €	+ 5 768,91 €	+ 8 330,61 €	= 18 909,59 €	Total sur la période :	4 810,07 €	+ 3 647,54 €	+ 10 451,98 €	= 18 909,59 €

Notes

1.

Ces montant sont spécifiques aux affiliés à la Sécurité soicale. Les prestations peuvent différer pour des affiliés à des régimes obligatoires autres, tels que la MSA.

2.

Versements par l'assurance maladie obligatoire soumis à conditions.

3.

Ces garanties sont accordées sous réserve des limitations et exclusions de garanties(ex : pratique d'un sport extrême), définies au contrat souscrit par l'employeur.

4.

PMSS (plafond mensuel de la Sécurité sociale) au 01/01/2025 : 3 925 €

5.

Un accident du travail ou une maladie professionnelle enclenchent un processus d'inemnisation différent de la part de la Sécurité sociale.

6.

PASS (plafond annuel de la Sécurité sociale) au 01/01/2025 = 47 100 €.

7.

CAT 1 : invalides capables d'exercer une activité rémunérée; CAT 2 : invalides absolument incapables d'exercer une profession quelconque; CAT 3 : invalides absolument incapables d'exercer une profession et se trouvant en outre dans l'obligation d'avoir recours à l'assistance d'une tierce personne pour effectuer les actes ordinaires de la vie (majoration pour tierce personne revalorisée chaque année).
8.

Conditions requises pour versement de la rente invalidité par l'organisme assureur : reconnaissance de l'état d'invalidité par la Sécurité sociale.

9.

Les décisions de l'organisme assureur peuvent différer de celles de la Sécurité sociale.

10.

Salaire journalier de base : total des 3 derniers salaires bruts perçus avant l'arrêt de travail, divisé par 91,25.

11.

Il existe des exceptions au délai de carence (ex : arrêt de travail dû à une affection de longue durée).

12.

L'obligation légale de l'employeur peut être assurée dans certains cas par un organisme assureur.

13.

Conditions définies dans le Code du travail (ex : ancienneté du salarié).